

Voies navigables de France

Décision du 20 novembre 2006 portant délégation de signature à Mme Novat (Monique), déléguée locale, directrice départementale de l'équipement de Saône-et-LoireNOR : *EQUT0612373S*

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 modifiée portant dispositions diverses en matière de transports ;
Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;
Vu le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de police des voies de navigation intérieure ;
Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 modifié portant statut de Voies navigables de France ;
Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies navigables de France ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1^{er} octobre 2003 ;
Vu la décision du 24 juillet 2006 portant délégation de signature de M. Bordry (François), président de Voies navigables de France, à M. Gauthey (François), directeur général de Voies navigables de France ;
Vu l'arrêté du 6 novembre 2006 nommant Mme Novat (Monique), directrice départementale de l'équipement de Saône-et-Loire,

Décide :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Novat (Monique), déléguée locale de Voies navigables de France, directrice départementale de l'équipement de Saône-et-Loire, à l'effet de signer dans les limites de sa circonscription et au nom de M. Gauthey (François), directeur général ;

1. Les actes et documents suivants :

- a) Transactions prévues par l'article L. 2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déférées devant le juge administratif relatives, exception faite des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :
 - l'interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage ;
 - l'interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles ;
 - l'interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports.
- b) Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi du 31 décembre 1991 susvisée ;
- c) Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 Euro, à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement ;
- d) Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 Euro ;
- e) Baux et contrats de location d'immeubles ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 Euro ;
- f) Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 Euro, et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 Euro ;
- g) Conventions d'usage temporaire n'excédant pas 5 ans ou portant sur une superficie du domaine inférieure ou égale à 20 ha ;
- h) Décision d'agir en justice et représentation devant toute juridiction en première instance :
 - en tant que demandeur lorsque la demande, sauf procédures d'urgence, n'excède pas la somme de 153 000 Euro y compris dépôt de plainte et constitution de partie civile ;
 - en tant que défendeur lorsque le montant en jeu, sauf procédures d'urgence, n'excède pas 305 000 Euro ;
 - désistement.
- i) Pour la section de fonctionnement, les virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
 - pour la section d'investissement, les virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- j) Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 350 000 Euro à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux ;
- k) Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance, y compris d'équipements légers, dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle du cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 8 janvier 1999 :
 - passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;

– passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges.

l) Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 Euro ;

m) Octroi, à des personnes autres que les associations, de subventions n'excédant pas la somme de 23 000 Euro par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;

n) Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 Euro par an et par association ;

o) Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial.

2. Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris toute déclaration ou demande d'autorisation administratives, et notamment le contreseing des superpositions d'affectation ;

3. Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 *quinquies* du décret du 20 août 1991 susvisé ;

4. Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

Article 2

La présente délégation, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2006, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et au *Bulletin officiel* des actes de Voies navigables de France.

Fait à Béthune, le 20 novembre 2006.

*Le directeur
général,
F. Gauthey*